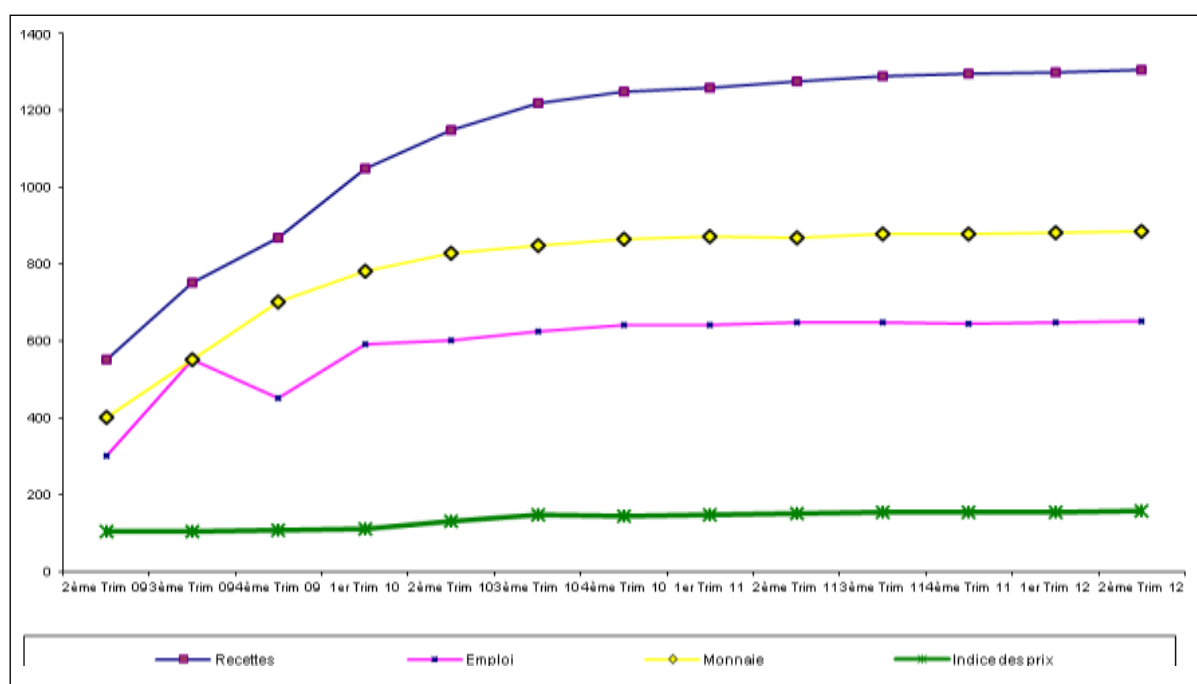


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PLANIFICATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DU PORTEFEUILLE



NOTE DE CONJONCTURE

N°2

2 012

Table des matières

RESUME INTRODUCTIF	3
INTRODUCTION.....	5
I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	5
1.1. Performances économiques.....	5
1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes.....	8
1.3. Evolution des cours des matières premières.....	9
1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2012	11
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	12
2.1. Production intérieure des biens et des services.....	12
2.1.1. Secteur Primaire	12
2.1.2. Secteur Secondaire	13
2.1.3. Secteur tertiaire	14
2.2. Indice des prix.....	22
III. LES FINANCES PUBLIQUES	24
3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat	25
3.1.1. Evolution des recettes	25
3.1.2. Evolution des dépenses	26
3.1.3. Le solde budgétaire.....	27
3.2. Le Service de la dette extérieure	27
3.3. Investissements publics	28
IV. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	29
V- LA MONNAIE ET LE CREDIT.....	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de changes.....	9
Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole.....	9
Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières	10
Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne	12
Tableau 50 : Evolution de l'activité du transport aérien.....	17
Tableau 63 : Evolutions des services de télécommunication	20
Tableau 76 : Situation de la création des entreprises	23
Tableau 8 : Evolution des dépenses budgétaires.....	26
Tableau 209 : Situation de décaissement des projets	28
Tableau 101 : Evolution du commerce extérieur.....	30
Tableau 1121 : La masse monétaire et sa contrepartie	31

RESUME INTRODUCTIF

Au titre de la conjoncture internationale,

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2012, la reprise de l'économie mondiale, qui n'était déjà pas vigoureuse, a de nouveau montré des signes de faiblesse. Les tensions sur les marchés financiers et sur les États dans la périphérie de la zone euro se sont accentuées, leur intensité étant proche de celle observée fin 2011.

Dans plusieurs grands pays émergents, la croissance a été inférieure aux prévisions. En partie à cause d'un premier trimestre légèrement meilleur que prévu, les projections de référence révisées indiquent que cela n'entraînera qu'une légère détérioration des perspectives de l'économie mondiale (PEM): la croissance mondiale s'établirait à 3,5 % en 2012 et à 3,9 % en 2013, soit un peu moins que prévu dans l'édition d'avril 2012 des PEM. Cependant, ces prévisions reposent sur deux hypothèses importantes : les pouvoirs publics prendront des mesures suffisantes pour que la situation financière dans la périphérie de la zone euro s'améliore progressivement et le récent assouplissement de la politique économique dans les pays émergents fera sentir ses effets. Il est clair que les risques de détérioration restent très préoccupants : il s'agit principalement du risque que l'action des pouvoirs publics soit retardée ou insuffisante.

En Europe, les mesures annoncées lors du sommet des dirigeants de l'Union européenne en juin 2012 vont dans la bonne direction. La nouvelle détérioration très récente des marchés de la dette souveraine souligne qu'il doit être prioritaire de mettre en œuvre ces mesures en temps opportun, ainsi que de continuer d'avancer vers une union bancaire et budgétaire. Aux États-Unis, il est essentiel d'éviter le précipice budgétaire, de relever promptement le plafond de la dette et de mettre en place un plan budgétaire à moyen terme. Dans les pays émergents, les dirigeants doivent être prêts à faire face à une baisse des échanges commerciaux et à la forte volatilité des flux de capitaux.

Au titre la conjoncture nationale,

Globalement, la conjoncture nationale au second trimestre de l'année 2012 reste à un niveau favorable.

Des portées encourageantes ont été enregistrées dans les secteurs des transports.

Pour le transport maritime, des résultats satisfaisants sont constatés. Le volume de marchandises acheminées par conteneurs connaît une progression relativement importante pour le deuxième trimestre 2012, traduisant une tendance à la reprise des importations de Djibouti et de l'Éthiopie, avec des transbordements affichant le double entre le second trimestre 2011 et le second trimestre 2012 (+66 476 containers) bien aidé par l'insécurité au Yémen et le renforcement des deux lignes maritimes en début d'année.

Sur une base trimestrielle, les marchandises sèches conteneurisées à l'entrée ont progressé de 9,66%. Le nombre de conteneurs traités au second trimestre 2012 est de 193 770.

En variation annuelle, le secteur du transport maritime enregistre une évolution positive aussi bien des marchandises sèches conteneurisées à l'entrée que les marchandises sèches en vrac qui connaissent des hausses de 83% et 2,08% respectivement.

En ce qui concerne le **transport routier**, on note une progression de 2% sur un trimestre et de 36% en glissement annuel.

Enfin, le **transport aérien** affiche une hausse des mouvements d'avions de 17,67% et du nombre de passagers de 140% par rapport au second trimestre 2011. Sur trois mois, les mouvements d'avions sont en accroissement de 10,21% et le nombre de passagers transportés baisse de 12,24%.

Quant au secteur **des télécommunications**, il affiche des performances plus que satisfaisantes pour le deuxième trimestre 2012. En effet, on note une hausse de 2% au niveau des lignes téléphoniques. Le nombre des abonnés à l'internet haut débit a augmenté de 10,3% sur le trimestre comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente.

Le secteur du **tourisme** enregistre des résultats encourageants. Les hôtels de la place affichent un nombre de nuitées égal à 47 926 au second trimestre 2012, soit une hausse de 44,08% comparé à Juin 2011.

Concernant la **création d'activités**, il apparaît une progression dans la création nette d'entreprises sur trois mois de 5,5% au second trimestre 2012, expliquée par la hausse ressentie au niveau des commerçants et prestataires de service.

Dans le cadre du **programme d'investissement public** en ce deuxième trimestre 2012, les tirages effectués par les projets en exécution sont de l'ordre de 595 millions FD, soit une diminution en glissement annuel de 69,5% et de 61,7% sur une base trimestrielle.

Le tableau des opérations financières de l'Etat est caractérisé par les évolutions suivantes :

- Les recettes et dons marquent une progression de 16,4% sur un mois et de 4,3% en glissement annuel.
- Les dépenses publiques enregistrent une hausse de 14,4% en glissement annuel et de 19% en un mois. Ces dépenses se sont élevées à 38,693 milliards FD à la fin du deuxième trimestre 2012 alors qu'elles étaient de 33,819 milliards FD une année auparavant.
- Il sort un solde budgétaire largement déficitaire de 3,923 milliards FD au second trimestre 2012 contre seulement 490 millions de FD au deuxième trimestre 2011.

INTRODUCTION

Il est observé quelques soucis au niveau du second trimestre 2012. En effet la création d'emplois a ralenti, et le chômage est resté élevé dans beaucoup de pays avancés, en particulier le chômage des jeunes dans la périphérie de la zone euro. La périphérie de la zone euro a été l'épicentre d'une nouvelle aggravation des tensions sur les marchés financiers, provoquée par la montée de l'incertitude politique et financière en Grèce, les problèmes du secteur bancaire en Espagne et les doutes quant à la capacité des gouvernements d'opérer leur ajustement budgétaire et leurs réformes, ainsi qu'à la volonté des pays partenaires de leur fournir de l'aide. L'aggravation des tensions dans les pays de la périphérie s'est manifestée comme lors des épisodes précédents, avec des sorties de capitaux, une nouvelle hausse des rendements souverains, un cercle vicieux entre les États et le secteur bancaire, une hausse des passifs TARGET-2 des banques centrales de la périphérie, une nouvelle réduction du levier des banques et une contraction du crédit au secteur privé. Les effets stabilisateurs des opérations de refinancement à long terme de la BCE dans les marchés financiers de la périphérie se sont donc affaiblis. Pour ce qui est de l'économie réelle, les indicateurs avancés laissent présager une nouvelle contraction de l'activité dans l'ensemble de la zone euro au deuxième trimestre.

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

1.1. Performances économiques

Les Etats-Unis

Par rapport à la croissance de 2% enregistrée au premier trimestre, l'économie américaine a ralenti moins fortement au deuxième trimestre que ce qui avait été précédemment annoncé. La croissance du PIB américain a été revue à la hausse passant de 1,5% à 1,7% selon la deuxième estimation du département du Commerce.

Le nouveau chiffre de l'administration américaine tient compte essentiellement d'une révision à la baisse des importations -1,2% et d'une révision à la hausse des dépenses de consommation aux Etats Unis qui passent d'une croissance de 1,5 à 1,7%. Au deuxième trimestre, il apparaît que cette hausse a représenté à elle seule 70% de la croissance du Produit intérieur brut américain.

Il n'en est pas moins vrai que ce taux de croissance de 1,7% entre début avril et fin juin reste comme le plus faible relevé depuis l'été 2011 aux Etats Unis.

Le ralentissement de l'économie américaine est donc moins marqué que prévu mais il reste assez sensible pour que la Réserve Fédérale américaine n'abandonne pas la possibilité d'un coup de pouce.

Spéciale sécheresse.

A perte de vue, en Illinois, des champs de maïs sont dévastés, les épis flétris, inconsommables. En Oklahoma, étangs et petits lacs sont quasi asséchés, vidés parfois jusqu'à 90 % de leur eau douce. Dans 1 000 comtés (cantons) américains, des fermiers assistent, désemparés, à l'effroyable dessèchement de leurs terres arables et de leurs pâturages, dégradés *"à un point rarement observé depuis dix-huit ans"*, indique l'Agence océanique et atmosphérique nationale américaine, la NOAA. Cette sécheresse est *"sans doute la plus grave depuis 25 ans"* a affirmé le secrétaire à l'agriculture, Tom Vilsack, en juillet 2012.

Le secrétaire à l'agriculture a également décrété l'état de catastrophe naturelle dans **26 Etats**, dont 14 touchés de manière jugée exceptionnelle. Le Journal historique de l'Indiana, le News Sentinelle indiquait, le 16 juillet, que les services météorologiques de cet Etat préoyaient le plus bas niveau de pluies d'été depuis cent quarante ans.

La sécheresse frappe fort dans trois zones. A l'Est, les Etats côtiers du Sud (Floride, Géorgie et, dans une moindre mesure, Caroline du Sud), au centre le long d'un axe Nord-Sud (Illinois, Iowa, Indiana, Kentucky, Tennessee) et enfin dans une vaste zone couvrant plus de la moitié du Grand Ouest américain (Kansas, Oklahoma, Texas, Wyoming, Colorado, Utah, Nevada, Arizona, Nouveau-Mexique).

Le Japon

Le PIB du Japon s'est ralenti au deuxième trimestre 2012 en affichant une croissance de 0,3%.

Les explications sont à chercher du côté de la quasi stagnation de la consommation et de la conjoncture internationale. La croissance du Japon a ralenti à 0,3 % au deuxième trimestre, laissant craindre une contraction de l'activité avant la fin de l'année.

La consommation des ménages, qui représente quelque 60 % du PIB, avait alors été portée par un programme de subventions gouvernementales à l'achat de voitures peu gourmandes en énergie, plébiscité par les clients.

Dans la région du Tohoku (région de la centrale de Fukushima) et au-delà, l'économie avait été dopée par le déblocage progressif de budgets de reconstruction de plus de 200 milliards d'euros votés entre avril 2011 et mars 2012. La demande publique a crû un peu plus vite (0,6 %) mais beaucoup moins fort qu'en début d'année. Rare bonne surprise des statistiques publiée par le gouvernement, l'investissement des entreprises privées, hors immobilier, a rebondi de 1,5 % entre avril et juin, après avoir reculé dans les mêmes proportions entre janvier et mars, et l'industrie du bâtiment a aussi bénéficié d'un surcroît de dépenses.

Mais les exportations ont progressé faiblement d'un trimestre sur l'autre (1,2%), moins vite en tous cas que les importations (1,6%), ce qui a limité l'ampleur d'ensemble de la croissance.

Zone euro

Sans surprise, la zone euro a vu son activité se contracter légèrement au deuxième trimestre et se rapprocher de la récession, qu'elle a évitée de justesse depuis le début de la crise de la dette. Selon une première estimation publiée mardi 14 août par l'office européen de statistiques Eurostat, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre, après avoir stagné au trimestre précédent. En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB a enregistré une baisse de 0,4 % dans la zone euro.

Ces chiffres sont conformes aux attentes des analystes mais révèlent toutefois des grandes disparités entre pays, certains s'enfonçant dans la récession comme l'Espagne (- 0,4 % au deuxième trimestre), l'Italie (- 0,7 %) et Chypre (- 0,8 %), tandis que d'autres se montrent résistants, comme **l'Allemagne**, dont l'économie a crû de 0,3 % au deuxième trimestre et ce, malgré un léger ralentissement. Elle enregistre une hausse de 2,8% en exportations, et de 1,6% en consommation interne.

La France quant à elle stagne à 0%, avec une baisse de la consommation interne de 1,3%, des investissements publics qui reculent de 2% et un chômage qui a du mal à redescendre des 9%.

Du côté des points négatifs, l'économie s'est fortement contractée en Belgique (- 0,6 % au deuxième trimestre) et en Finlande (- 1 %), deux pays qui s'étaient jusqu'ici montré résistants, preuve que la crise de la dette continue de s'étendre au sein des 17 pays de la zone euro.

La Chine

La croissance de l'économie chinoise a très légèrement fléchi au deuxième trimestre malgré des mesures de resserrement monétaire pour combattre une inflation élevée. 9,5% c'est le rythme annuel de hausse du produit intérieur brut en Chine d'avril à fin juin soit un peu moins que les 9,7% du premier trimestre. Le chiffre publié a dissipé les craintes d'un ralentissement brutal.

Mais néanmoins, l'augmentation du Produit intérieur brut chinois reste très vigoureuse en dépit des mesures prises par Pékin pour ralentir l'inflation qui s'est accélérée à 6,4% en rythme annuel en juin. A plusieurs reprises les taux d'intérêt ont été relevés ainsi que les réserves obligatoires des banques chinoises pour réduire les quantités de crédits octroyés.

L'Inde

L'économie indienne a connu une croissance de 8,2% au second trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2011, un chiffre inférieur aux prévisions du marché, qui tablait sur 8,8%.

Cette vitesse de croissance réduite résulte principalement de la performance insatisfaisante d'une série de secteurs de l'économie indienne, à savoir l'exploitation minière, l'extraction, la fabrication et le service. Et la consommation domestique peine à décoller avec une hausse de 2,4%.

L'agriculture a progressé de 6,6% au cours de ce deuxième trimestre 2012 sur comparaison annuelle contre 5,4% au premier trimestre.

Le Brésil

Le PIB du Brésil a progressé de 7,8% au second trimestre, par rapport à la même période de 2011, un résultat supérieur aux prévisions des analystes et du gouvernement qui montre la vigueur de la première économie latino-américaine.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre, l'industrie a progressé de 14,2%, l'agro-alimentaire de 4,6% et les services de 5,7%. La consommation interne a contribué avec une progression de 7,8% alors que l'emploi affiche une croissance plus modeste de 1,3%. Les exportations quant à elles augmentent de 11% et l'indice générale des prix s'inscrit à +2,3%.

1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes

• Marchés financiers

La situation des marchés s'est nettement dégradée au deuxième trimestre 2012, les indices de tension du marché financier retrouvant et, dans certains cas, dépassant les niveaux observés durant la pire période de novembre 2011. L'instabilité des principaux marchés boursiers et des changes a atteint des maxima pour 2012, la plupart des places boursières voyant fondre leurs gains initiaux de l'année.

Une fuite vers des actifs sûrs a fait chuter les rendements des obligations souveraines aux États-Unis, en Allemagne et en Suisse, propulsant le dollar à un taux record depuis 20 mois par rapport aux principales monnaies. Les entrées de capitaux en quête de refuge ont poussé les rendements des obligations de l'État japonais près des planchers historiques et l'appréciation du yen a été préjudiciable à la reprise économique. Dans l'UE, la Suède et le Danemark ont également servi de refuges. L'aversion accrue pour le risque a contribué à affaiblir la confiance dans les marchés émergents face au regain de doutes quant à leur capacité de remédier aux vulnérabilités endogènes, eu égard surtout à la réduction de leur marge de manœuvre et à la dégradation des perspectives mondiales.

Fin juin, les dirigeants européens ont adopté d'importantes mesures positives pour combattre la crise immédiate. Leur application intégrale permettrait de briser les interactions néfastes entre la situation des États et celle des banques et de créer une union bancaire. En particulier, dès lors qu'un dispositif unique de supervision des banques de la zone euro sera établi — des décisions clés devant être prises avant la fin 2012 — le mécanisme européen de stabilité (MES) aurait la possibilité de recapitaliser directement les banques. En outre, l'assistance du MES ne sera pas assortie d'un statut de créancier privilégié au regard de l'Espagne. Après une brève reprise, les rendements des obligations espagnoles et italiennes se sont à nouveau dégradés sur fond de volatilité des conditions de négociation, les opérateurs étant centrés sur les risques de mise en œuvre et sur la nécessité d'adopter de plus vastes mesures vers le partage des risques à l'échelle paneuropéenne.

- **Les taux de changes**

Tableau 1 : Evolution des taux de changes

		Euro/dollar US	Euro/Yen Japonais
2008		1,4708	152,45
2009		1,3948	130,34
2010	T1	1,3829	125,48
	T2	1,2708	117,15
	T3	1,291	110,68
	T4	1,3593	112,15
2011	Janvier	1,3359	110,38
	Février	1,3649	112,77
	Mars	1,3999	114,4
	Avril	1,4442	120,42
	Mai	1,4349	116,47
	Juin	1,4388	115,75
	Juillet	1,4264	113,26
	Août	1,4343	110,43
	Septembre	1,377	105,75
	Octobre	1,371	104,572
	Novembre	1,356	104,281
	Décembre	1,318	99,647
2012	Janvier	1,2242	99,476
	Février	1,2253	98,789
	Mars	1,2479	98,634
	Avril	1,2484	98,534
	Mai	1,2534	97,657
	Juin	1,2666	98,856

Source : Banque centrale européenne (BCE) Juillet 2012

1.3. Evolution des cours des matières premières

❖ Evolution du cours du pétrole

Les cours du pétrole ont reculé tout au long du deuxième trimestre 2012. En juin 2012, le cours du *Brent* se situait à 95,16 dollars le baril. Pour les prochains mois, les intervenants de marché s'attendent à une légère hausse des cours du pétrole à moyen terme.

Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole

Intitulé	2011			2012			Variation en %	
	Avril	Mai	juin	Avril	Mai	juin	Juin12/ Mai12	Juin12 / Juin11
Brent	123,21	114,40	114,03	119,75	110,17	95,16	-13,62%	-16,54%

Source : www.developpement-durable.gouv.fr

❖ *Les matières premières*

• **Evolution du cours du sucre**

Les cours du sucre se sont emballés à nouveau au second trimestre 2012 passant de 492 à 503 dollars US la tonne entre mai et juin 2012. La récolte du Brésil, le principal pays exportateur de sucre, est ressortie fortement en baisse. Conjugué à cela le climat catastrophique observé au sud des Etats Unis. La sécheresse a nui au développement de la canne, et le vieillissement des plantations est aussi en cause. Le renouvellement des plantations était bien prévu, mais il a été reporté du fait de la crise économique, les producteurs n'ont pas arraché pour profiter à plein de la hausse des cours.

• **Evolution du cours du maïs**

Le prix de grains de maïs a connu une baisse depuis le début du mois de janvier jusqu'au mois de juin 2012. Il est ressorti à 311\$US la tonne en juin 2011 contre 270\$ US en juin 2012, soit une baisse de 13,2%. Par rapport au mois de mai 2012, la variation du cours du maïs est de -1,4%.

• **Evolution du cours du riz**

Le riz constitue la principale denrée alimentaire de la population mondiale. La production de cette année enregistrait une hausse par rapport à celle de 2011. De ce fait, le cours du riz a connu une tendance haussière chiffrée à 606 USD la tonne au second trimestre. L'absence de précipitations (l'Indiana qui n'a pas reçu la moitié de ses pluies moyennes sur les trois derniers mois) s'est ajoutée à des chaleurs hors normes. Le secrétaire à l'agriculture des Etats Unis a également décrété l'état de catastrophe naturelle dans 26 états, dont 14 touchés de manière jugée exceptionnelle.

• **Evolution du cours du blé**

Le prix du blé, enregistre des hausses depuis le début de l'année 2012, et ce à cause des perturbations enregistrées par la production des Etats Unis.

En juin 2012, nous observons une baisse de 11,3% sur le cours du blé par rapport à juin 2011.

Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières

Années	Mois	Riz US\$/tonne	Maïs US\$/tonne	Sucre US\$/tonne	Blé US\$/tonne
2011	Janvier	259	298	362	288
	Février	263	334	360	305
	Mars	250	328	321	282
	Avril	500,6	318	537	353
	Mai	500,5	309	484	360
	Juin	515,4	311	555,7	334
2012	Janvier	541,1	272	504,7	292
	Février	547,5	283	494,4	296
	Mars	577	284	487,3	300
	Avril	585	278	491	276
	Mai	612,4	274	492	280
	Juin	606,1	270	503	300

Source: UNCTAD, *UNCTADstat* Commodity Price Statistics

1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2012

En **Éthiopie**, l'activité économique est sous-tendue par la croissance du secteur agricole, reposant sur l'expansion des routes et l'amélioration de l'accès au marché qui permet aux paysans pratiquant une agriculture de subsistance d'entrer dans le secteur commercial. L'économie s'est toutefois heurtée à de graves chocs extérieurs. La récession mondiale a provoqué une baisse de 6% des envois de fonds des migrants au second trimestre 2012 par rapport à l'année précédente, alors que les exportations de marchandises chutaient de 11%. Dans le secteur des industries manufacturières, l'utilisation de la capacité est entravée par la faible demande, la pénurie d'eau et d'électricité, l'insuffisance de matières premières et de facteurs de production et la pénurie de capitaux.

L'investissement direct étranger n'a pas été épargné par la crise, ce qui rend encore plus difficile le financement de l'important déficit du compte courant. Selon les prévisions, la croissance économique ralentira à 7% en 2012, suite à la baisse des envois de fonds des migrants, de l'investissement et des exportations.

La croissance économique du **Kenya** a été entravée par des sécheresses à répétition et les pénuries d'électricité qui en résultent. Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, la croissance a reculé à 2,1% au deuxième trimestre et 0,1% en glissement annuel. La production des principales cultures d'exportation a diminué, celle du thé de 11,6% et celle de l'horticulture de 7,4% au cours de ce deuxième trimestre 2011. Les pénuries d'électricité, les coûts élevés et la faible demande mondiale ont provoqué, au deuxième trimestre, une contraction des activités d'exploitation des mines et des carrières, des industries manufacturières, du bâtiment et du commerce de gros et de détail.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

2.1. Production intérieure des biens et des services

2.1.1. Secteur Primaire

Le sous-secteur de la pêche a enregistré une hausse de ses activités de 44,8% entre le deuxième trimestre 2011 et le deuxième trimestre de 2012. La production nationale de la pêche est passée de 330 tonnes au deuxième trimestre 2011 à 478 tonnes au second trimestre 2012, soit 148 tonnes de plus en volume. Comparée à la production du premier trimestre 2012, la production de la pêche est en baisse de 8,6%.

Si l'on considère les sites de débarquement, c'est la société mer rouge qui représente 36% de la production totale de la pêche, qui a vu ses prises augmentées de 276% et ainsi arrivée en tête dans la production des régions.

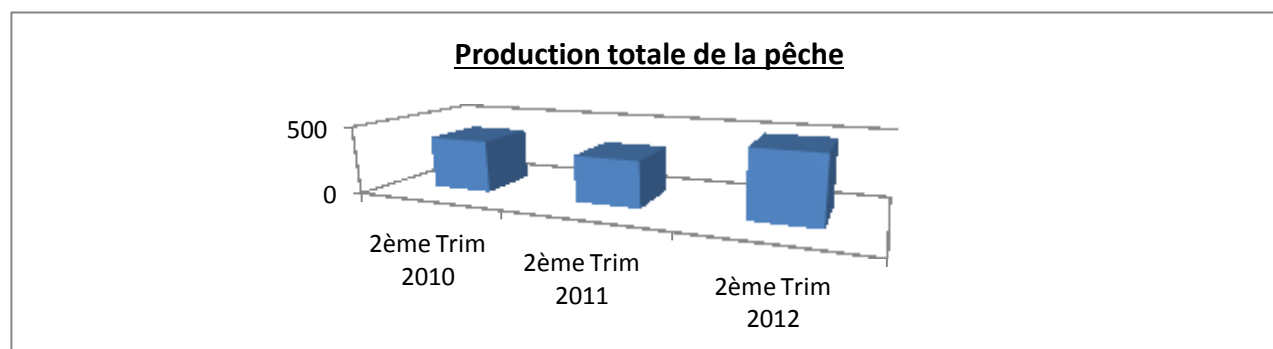
En glissement annuel, la production de Djibouti est en hausse de 4,7% et représente 51% du total de la production de pêche.

Par ailleurs, on constate une hausse annuelle des productions de Tadjourah et Obock avec respectivement 30% et 21,4%.

Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne

	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	1 ^{er} Trim.	2 nd Trim.	2 nd trim.12/ 1 ^{er} trim.12	2 nd trim. 12/ 2 nd trim. 11
Production Totale	343	330	523	478	-8,60%	44,85%
-Nord	42	38	61	47	-22,95%	23,68%
-Sud	301	292	462	431	-6,71%	47,6%
Sites débarquement	343	330	523	478	-8,60%	44,85%
-Djibouti	215	234	368	245	-33,42%	4,70%
-Société Mer rouge	73	46	75	173	130,67%	276,09%
-Obock	28	28	44	34	-22,73%	21,43%
-Tadjourah	14	10	17	13	-23,53%	30,00%
-Loyada	13	12	18	13	-27,78%	8,33%

Source : Direction de la pêche



2.1.2. Secteur Secondaire

2.1.2.1. La production de l'énergie électrique

Le second trimestre de l'année 2012 enregistre une croissance tant en énergie produite qu'en énergie facturée respectivement de 25% et 19,5% sur trois mois. La demande d'énergie a été forte pour l'ensemble des agents économiques (entreprises et ménages). C'est le signe d'un dynamisme de l'activité économique comparé à la même période de l'année 2011.

En effet, en glissement annuel, l'énergie produite aussi bien que l'énergie facturée sont en hausse respectivement de 1,22% et 1,62%.

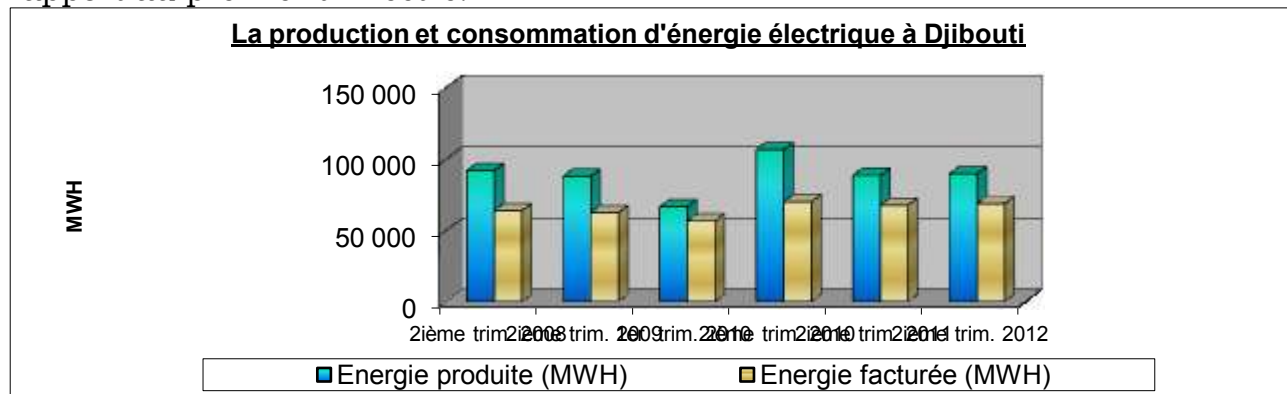
Tableau 5 : Evolution de la Production et la Consommation de l'Energie

	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	2 ^e tri.12/ 1 ^{er} tri.12	2 ^e tri.12/ 2 ^e tri. 11
Énergie produite(MWH)	65 435	88 682	71 827	89 764	24,97%	1,22%
Énergie facturée (en MWH)	49 113	67 734	57 576	68 834	19,55%	1,62%
Taux de rendement commercial (%)	75%	76%	80%	77%	0,00%	5,26%
Prix de vente moyen en FD	65	63	63	63	0,00%	0,00%
Nbre d'abonnés	42 630	42 709	43 725	43 845	0,27%	2,66%

Source : EDD

Le prix moyen reste constant en affichant 63 FD/kwh depuis une année.

Le nombre d'abonnés est passé de 42 709 à 43 845 en glissement annuel correspondant à un surcroît de 1136 abonnés et c'est plus 120 abonnés par rapport au premier trimestre.



2.1.2.2 La production d'eau

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.12 / 1 ^{er} Trim.11	2 nd trim12/ 2 nd trim. 12
Production	3,786	3,75	4,234	4,335	2,39%	15,60%
Djibouti-ville	3,218	3,213	3,728	3,78	1,39%	17,65%
Districts	0,566	0,537	0,506	0,555	9,68%	3,35%
Consommation	1,96	3,326	1,773	3,034	71,12%	-8,78%
Djibouti-ville	1,72	2,87	1,584	2,642	66,79%	-7,94%
Districts	0,239	0,456	0,189	0,392	107,41%	-14,04%
PERTE SUR LE RESEAU	29%	30%	32%	32%	0,00%	6,67%
Nombre d'abonnés	25 899	25 550	22328			

Au second trimestre de l'année 2012, la situation de la production de l'eau reste propice. Elle se traduit par une hausse de la production au deuxième trimestre 2012 par rapport au premier trimestre. En effet, la production a atteint 4,335 millions de m³, d'où une hausse de 2,39% par rapport au trimestre précédent et 15% en glissement annuel.

La consommation facturée croît de 71,1% sur trois mois mais décroît de 8,78% en glissement annuel. Cette hausse durant le trimestre peut s'expliquer par le système de facturation bimensuelle (relevé tous les deux mois).

On observe une maîtrise dans la gestion du réseau avec des pertes sur le réseau qui sont maintenus à 32% au second trimestre 2012.

2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Transport Maritime

L'activité maritime enregistre une croissance importante à l'entrée des marchandises acheminées en containers au 2^{ème} trimestre 2012. Portés par le trafic des transbordements, les mouvements des conteneurs réalisent un bon trimestre, bien aidé par l'insécurité au Yémen et le renforcement des deux lignes

maritimes en début d'année. Le port de Doraleh multiplie ses prouesses en s'imposant à une vitesse de croisière.

A l'Entrée

A l'entrée du port de Doraleh, les marchandises acheminées en conteneurs enregistrent 87 848 conteneurs de plus au second trimestre 2012 par rapport à la même période de l'année 2011, due essentiellement au trafic de transbordements. Mise à part cette activité, les autres importations sont aussi au vert. En effet les importations éthiopiennes et Djiboutiennes sont en hausse respectivement de 65,2% et de 54,6% sur un an.

L'activité portuaire reste dynamique entre le deuxième et le premier trimestre de l'année 2012.

Tableau 6 : Evolution marchandises sèches conteneurs à l'entrée

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim.12 / 1 ^{er} trim.12	2 ^{ème} trim.12 / 2 ^{ème} trim.11
Djibouti	4 673	5 074	7 523	7 845	4,28%	54,61%
Ethiopie	26 484	28 634	45 723	47 304	3,46%	65,20%
Transbordement	65 374	72 145	123 455	138 621	12,28%	92,14%
Total	96 532	105 853	176 701	193 770	9,66%	83,06%

Source : PAID

Au cours du second trimestre 2012, les marchandises transportées en vrac ont connu une légère hausse trimestrielle de 0,12% et de 2% sur une année, soit une progression de 852 tonnes par rapport à Mars 2012. Cette hausse est essentiellement liée à la croissance du volume des marchandises éthiopiennes acheminées en vrac (+1%) au cours du deuxième trimestre 2012.

Les importations Djiboutiennes en vrac connaissent une légère baisse de 1,48% sur trois mois mais se rattrape sur une année (2,32%).

Tableau 7 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim.12 / 1 ^{er} trim.12	2 ^{ème} trim.12 / 2 ^{ème} trim.11
Vrac(en T)	699 205	692 208	705 758	706 610	0,12%	2,08%
Djibouti	246 073	205 704	213 653	210 482	-1,48%	2,32%
Ethiopie	452 795	486 316	492 105	496 128	0,82%	2,02%
Somalie	0	0	0	0	0,00%	0,00%
Transbordement	337	188	0	0	0,00%	-100,00%

Source : PAID

S'agissant des hydrocarbures, on note une bonne tenue des importations tant pour l'Ethiopie que pour Djibouti comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 8 : Evolution des importations d'hydrocarbures

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim.12 / 1 ^{er} trim.12	2 ^{ème} trim.12 / 2 ^{ème} trim.11

					1er trim.12	
hydrocarbure	958 465	965 379	974 466	976 451	0,20%	1,15%
Djibouti	42 879	48 274	56 923	58 126	2,11%	20,41%
Ethiopie	915 586	917 105	917 543	918 325	0,09%	0,13%

A la sortie

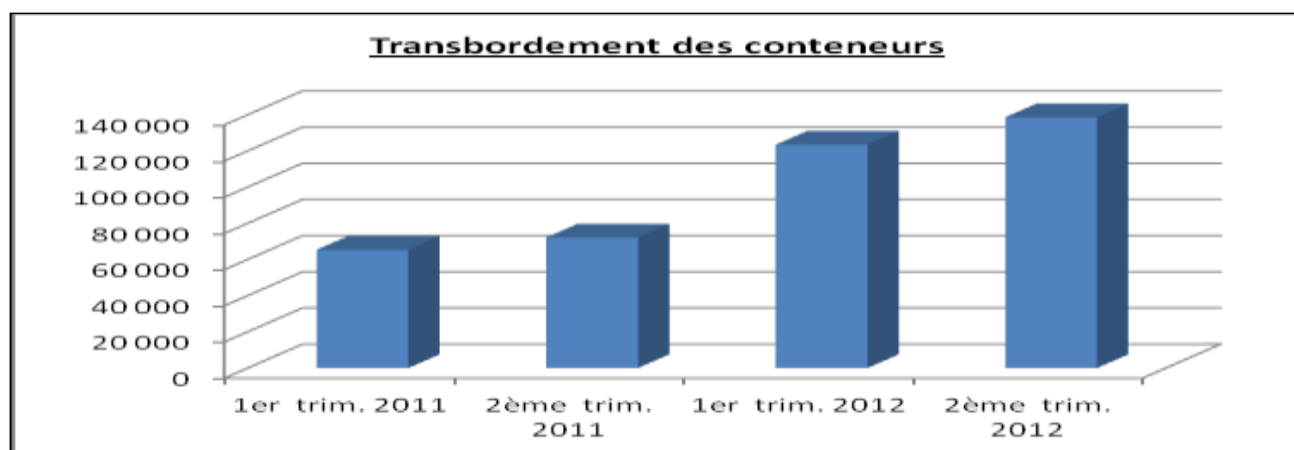
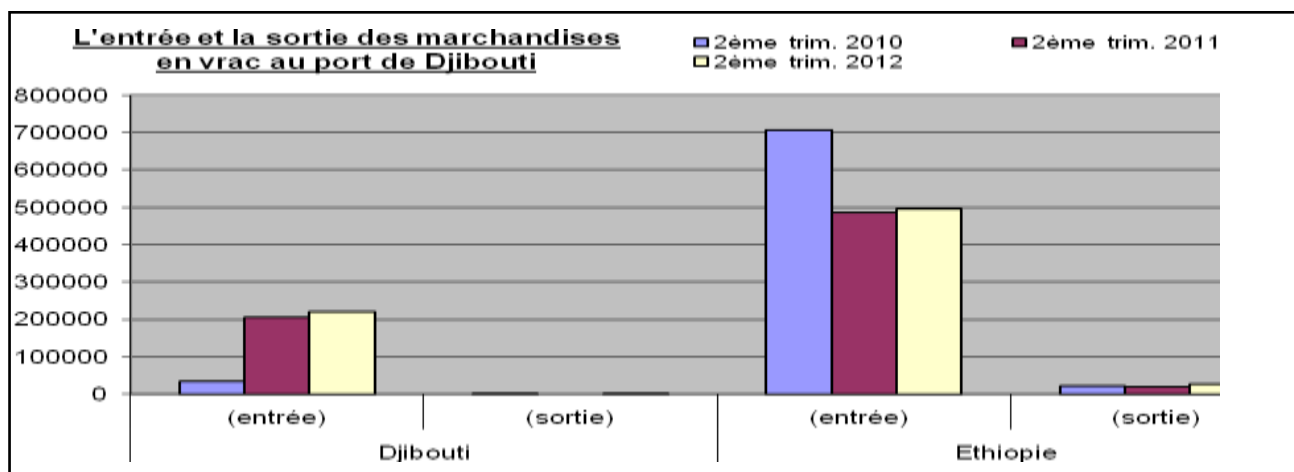
Les exportations en vrac ont connu une hausse de 46,69% sur une année et 16,09% sur trois mois (27 156 tonnes au 2^{ème} trimestre 2012 contre 23 392 tonnes au premier trimestre).

Les exportations de Djibouti ainsi que celles de l’Ethiopie ont connu une amélioration au second trimestre 2012, avec respectivement des variations de 100% et 44,4%.

Tableau 9 : Evolution des exportations de marchandises en vrac

Intitulé	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim.12/ 1 ^{er} trim.12	2 ^{ème} trim12/ 2 ^{ème} trim.11
Djibouti	245	0	634	421	-33,60%	100,00%
Ethiopie	68 405	18 512	22 758	26 735	17,48%	44,42%
Somalie	0	0	0	0	0,00%	0,00%
Transbordement	728	0	0	0	0,00%	0,00%
Total	69 378	18 512	23 392	27 156	16,09%	46,69%

Source : PAID



2.1.3.2. Transport aérien

Le secteur du transport aérien a connu une hausse en ce qui concerne les vols commerciaux, le nombre de passagers transportés et une baisse du volume du fret.

Les vols commerciaux sont en hausse de 17,67% au mois de juin 2012 comparé au mois de juin de l'année 2011.

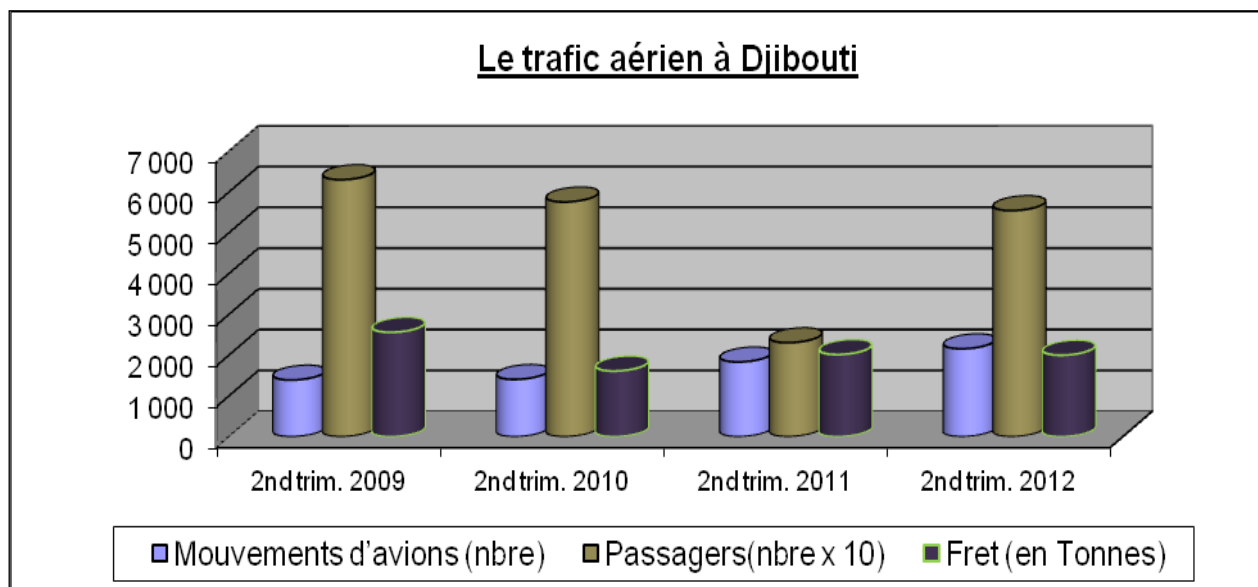
Tableau 50 : Evolution de l'activité du transport aérien

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.12/ 1 ^{er} trim.12	2 nd trim.12/ 2 nd trim.11
Mouvements d'avions (nombre)	1 768	1 834	1 958	2158	10,21%	17,67%
Passagers [nombre]	53 606	23070	63211	55473	-12,24%	140,46%
Fret (en Tonnes)	740	2016,3	2614	1999,5	-23,51%	-0,83%

Source : Aéroport International de Djibouti

En ce qui concerne le nombre de passagers transportés, on observe une augmentation de 140% des passagers au second trimestre 2012 comparé au second trimestre 2011. En effet, sur le deuxième trimestre le nombre total de passagers transportés s'élève à 55473 personnes contre 23070 personnes une année auparavant.

Quant au fret, le volume en tonne transporté a connu une décroissance de 23,53% entre le premier et le deuxième trimestre de l'année 2012, et en glissement annuel il baisse de 0,8%.



2.1.3.3. Transport routier

Lié au transport maritime, le transport routier est marqué par une reprise de l'activité et reste en légère progression de 2,12% par rapport au premier trimestre de l'année 2012. Ce sont la demande et les performances de l'économie éthiopienne qui influencent fortement sur les services de transport en général et le routier en particulier.

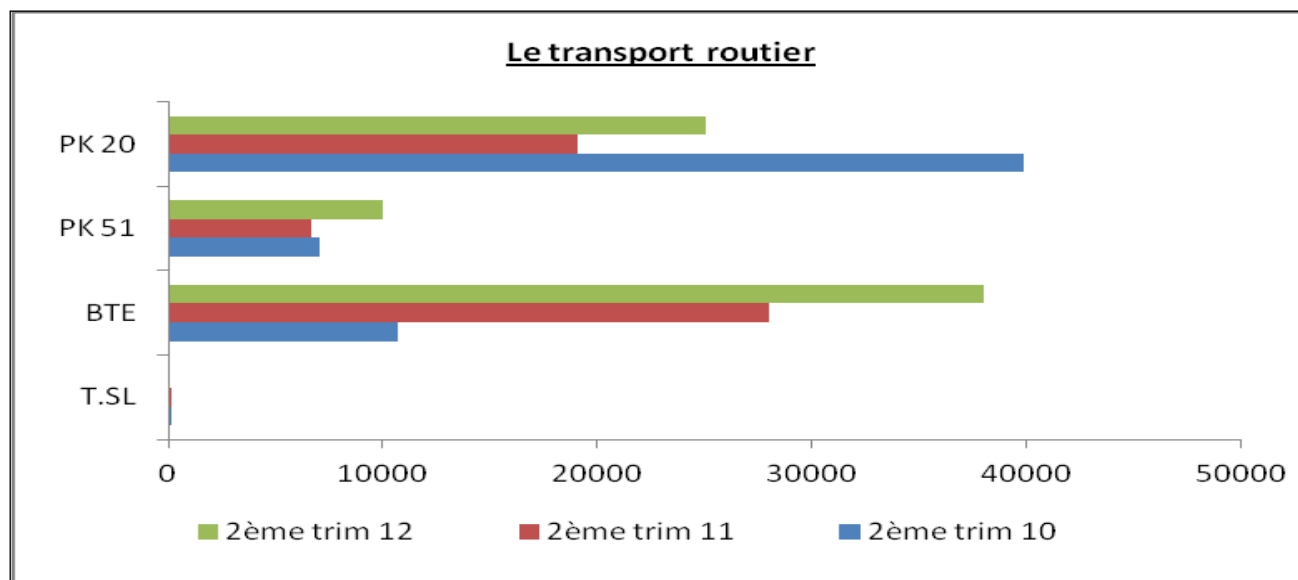
Cependant, en glissement annuel, le nombre de camions est passé de 53 642 à 73174, soit une hausse de 36%.

Tableau 11: Evolution du transport routier

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.12 / 1 ^{er} trim.12	2 nd trim.12 / 2 nd trim.11
Mouvements vers l'Ethiopie :	52 566	53 642	71 656	73 174	2,12%	36%
BTE (bureau de transit éthiopien)	25 599	27966	37 621	38 023	1,07%	35,96%
PK 51	8 069	6 636	9 650	10 014	3,77%	51%

PK 20	18 898	19 040	24 381	25 034	2,68%	31%
Autres mouvements :						
T.S (Transit Somalilandais)	105	119	152	103	-32,24%	-13%
Total	52 671	53 761	71 808	73 174	1,90%	36%

Source : Fonds d'Entretien Routier (FER), unité (en nombre de mouvements de camions)



2.1.3.4. Développement de l'offre de transport

En dehors de véhicules particuliers, on note une offre de plus en plus croissante des services de transports de passagers et des marchandises. En effet, au deuxième trimestre 2012, on note l'immatriculation de 69 remorques, 71 camions, de 13 bus et 8 fourgonnettes.

Les véhicules particuliers représentent la majorité des immatriculations, soit 70,4%.

Tableau 12 : Evolution des immatriculations de véhicules

	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} Trim.	2 ^e trim.	1 ^{er} Trim.	2 ^e trim.	2trim.12/1 ^{er} trim.12	2trim.12/2 ^e trim.11
Camions	74	41	68	71	4,41%	73,17%
Camionnettes	3	10	15	12	-20,00%	20%
Remorques	45	4	76	69	-9,21%	1625%
Bus	1	10	3	13	333,33%	30,%

Fourgonnettes	6	4	2	8	300,00%	100%
Voitures particuliers	378	281	541	558	3,14%	98,58%
Motos	38	9	54	61	12,96%	577,78%
Total	545	359	759	792	4,35%	120,61%

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

2.1.3.5. Télécommunications

Au niveau des services de télécommunication, les données indiquent que le nombre d'abonnés à l'internet a augmenté de 1189 abonnés en passant de 15450 à 16639 abonnés sur glissement annuel, soit une hausse de 7,7%, expliqués essentiellement par les abonnements à l'internet haut débit.

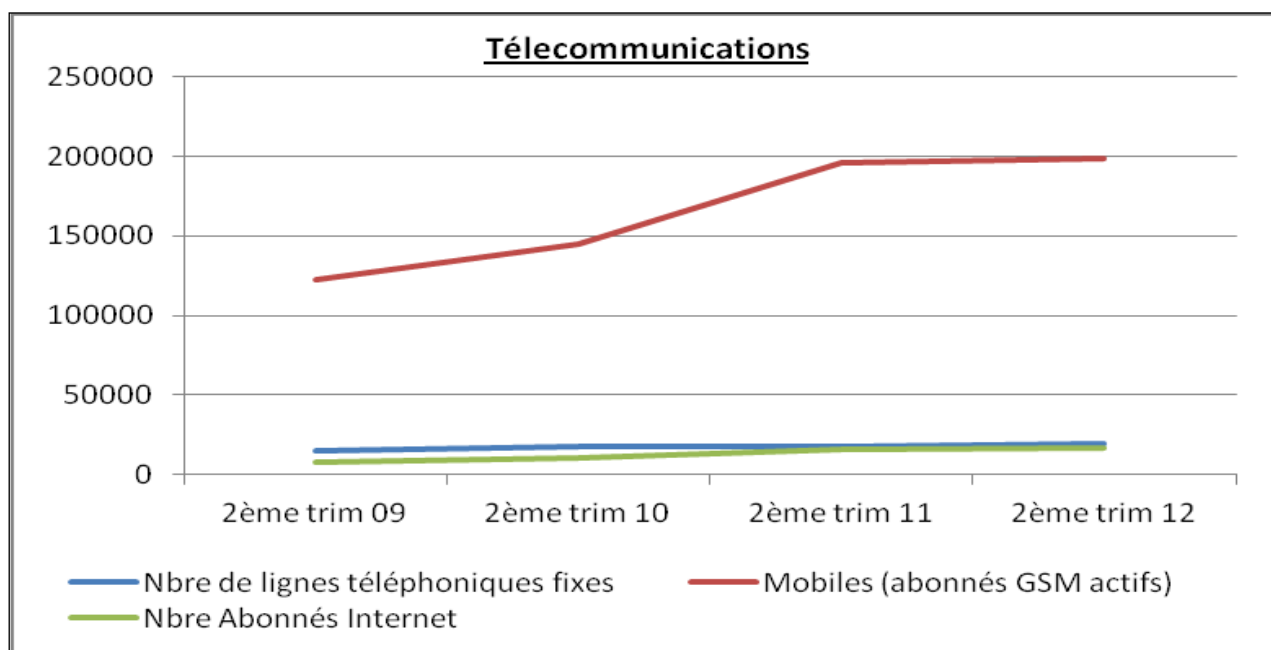
Toutefois , nous observons une baisse importante au deuxième trimestre 2012 soit de -15,26% par rapport au premier trimestre 2012 (en passant de 19 635 abonnés à 16 639 abonnés qui provient des abonnés de haut débit.)

Le total des lignes téléphoniques enregistre une progression de 2% sur glissement annuel et de 1,23% sur trois mois. Les abonnés GSM affichent +1,17% en comparaison à Juin 2011.

Tableau 63 : Evolutions des services de télécommunication

Services	2011		2012		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.12/1 ^{er} trim.12	2 nd trim.12/2 nd trim.11
Total lignes téléphoniques	192 746	214 049	215 498	218 434	1,36%	1,95%
Lignes tél fixes	18 483	17 563	19 012	19 439	2,25%	10,68%
Tél fixe rural	0	2420	2997	7898	163,53%	226,36%
Cabine Tél privée	2 752	2 755	2 714	2 318	-14,59%	-15,86%
Abonnés GSM	171 511	196 486	196 486	198 779	1,17%	1,17%
Total d'abonnés Internet	12 622	15 450	19 635	16 639	-15,26%	7,70%
Abonnés Internet Bas débit	3 821	3 821	3 832	3 832	0,00%	0,29%
Abonnés Internet haut débit	8 801	11 629	15 803	12 807	-18,96%	10,13%

Source : Djibouti Télécom

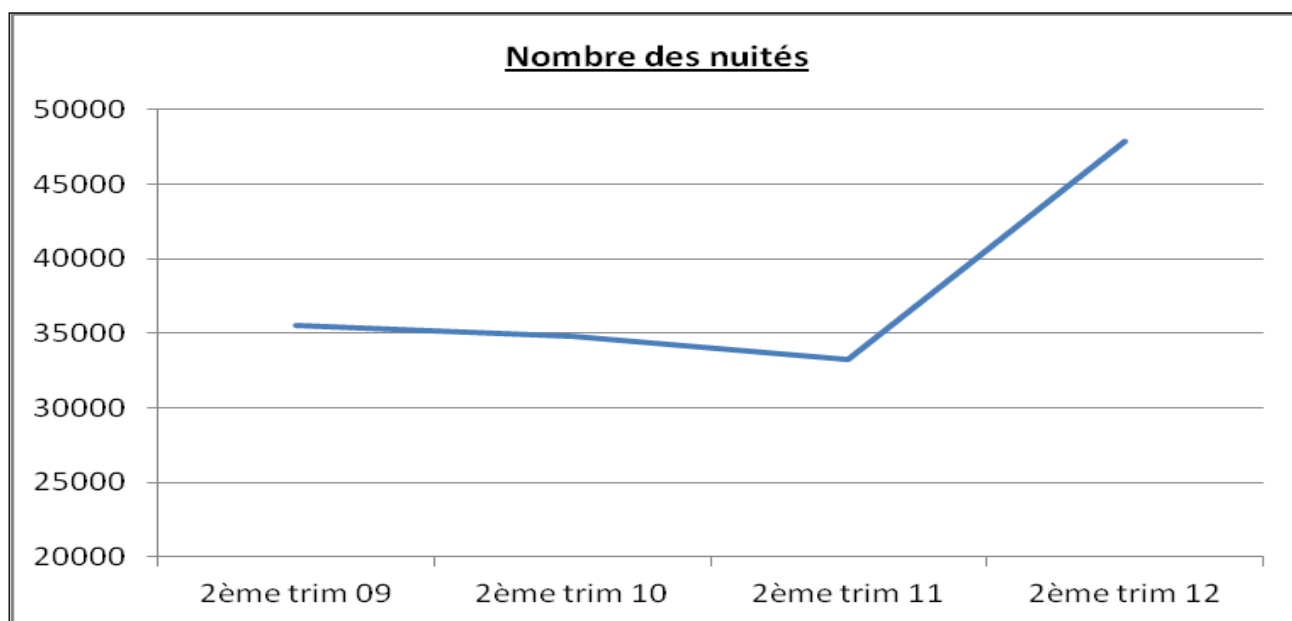


2.1.3.6 Tourisme

Les hôtels de la place affichent un nombre de nuitées égal à 47926 au second trimestre 2012. On note une hausse de 17,22% comparée au trimestre dernier et 44% en glissement annuel.

Tableau 14 : Evolution des arrivées de touristes

Intitulés	2011	2012		Variation en %	
	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim / 1 ^{er} trim 12	2 ^{ème} trim 12 / 2 ^{ème} trim. 11
Nuitées	33 264	40 884	47 926	17,22%	44,08%



2.2. Indice des prix

L'inflation mensuelle s'est établie à +4,29% en juin 2012 contre +0,65% en mai 2012. Cette évolution s'explique principalement par celle du niveau des prix "des produits alimentaires" +7,6%, "Ameublement, équipements ménagés" (+3,34%), "Transports" (+2,79%). En effet avec les perturbations engendrées par les cours des matières premières dans le monde, le poste « Alimentations » voit ses prix décollés.

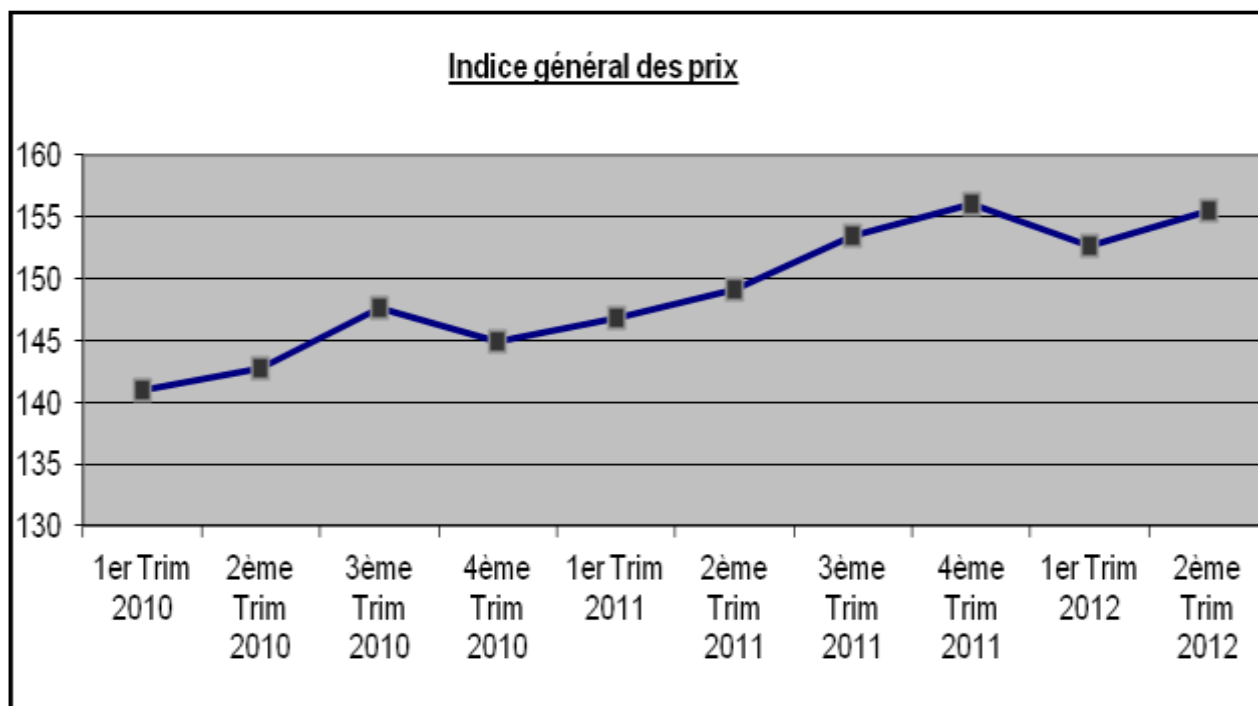
L'indice des prix de la fonction "**Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles**" a connu une hausse mensuelle de +1,3% en Juin 2012. Cette hausse des prix est imputable aux postes "Combustibles liquides" (kérosène).

Tableau 15 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	Avril	Juin	Mai	Juin	mai-12/ juin-12	Juin 12/ juin-11
01 Prod alim, bois et tabac	164,3	165,6	176,9	178,2	0,73%	7,61%
011 Alimentaires	177,3	180,3	190,4	191,2	0,42%	6,05%
012 Boissons	100,8	100	101,6	100,6	-0,98%	0,60%
013 Tabac	135,9	133,6	148,1	150,8	1,82%	12,87%
02 Articles habillement et chaussants	103	104,7	106,8	105,5	-1,22%	0,76%
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	145,9	149,8	140,4	142,3	1,35%	-5,01%
04 Ameublt., équipmt. Ménager, entret.	107,5	107,7	111,3	111,3	0,00%	3,34%
05 Santé	112,7	113,3	113,8	112,7	-0,97%	-0,53%

06 Transports	139,6	139,7	143,8	143,6	-0,14%	2,79%
07 Loisirs, Spectacles et culture	95,4	95,4	93,5	92,5	-1,07%	-3,04%
08 Enseignement	94	94	95,1	94,4	-0,74%	0,43%
09 Hôtels, cafés, restau.	119	119	122,1	122,1	0,00%	2,61%
10 Autres biens et services	132,8	131,9	150,1	150,5	0,27%	14,10%
Indice général	147,6	149,1	154,5	155,5	0,65%	4,29%

Source : DISED



2.3. Création d'activités

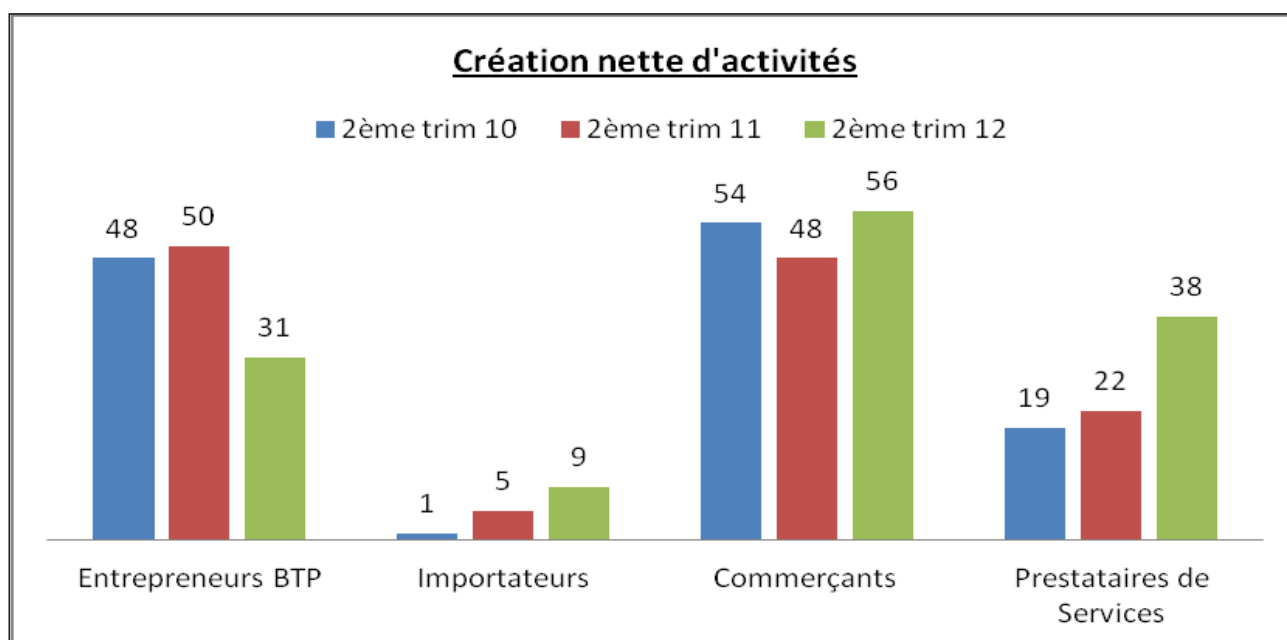
Au second trimestre de l'année 2012, on a enregistré 184 créations d'activités et 50 cessations d'activités. Ainsi, la création nette d'activités dans le secteur privé est de 134, en croissance de 7,20% comparé au même trimestre de l'année dernière.

Les secteurs créateurs d'activités sont les commerçants et les prestataires de service en liaison avec la hausse de la demande de patentes. La création nette au niveau du secteur commerçant représente 42% de toute la création nette du second trimestre 2012, le secteur des prestataires de services et entrepreneur BTP représentent respectivement 28,3% et 23% et tous deux affichant un nombre de cessations d'activités important.

Tableau 76 : Situation de la création des entreprises

Secteurs	2011		2012		Variation en %	
	1er trim.	2ème trim.	1er trim.	2ème trim.	2trim.12/ 1trim.12	2trim. 12/ 1trim11
Entrepreneurs BTP	41	50	28	31	10,71%	-38,00%
Importateurs	8	5	15	9	-40,00%	80,00%
Commerçants	56	48	54	56	3,70%	16,67%
Prestataires de Services	28	22	30	38	26,67%	72,73%
Total	135	125	127	134	5,51%	7,20%

Source : Direction des Impôts, unité nombre



III. LES FINANCES PUBLIQUES

Au second trimestre de l'année 2012, la gestion budgétaire a été caractérisée par une hausse des recettes budgétaires et des dépenses publiques.

En effet, les recettes budgétaires sont évaluées à 30,987 milliards de FDJ contre 30,267 milliards de FDJ au même trimestre de l'année 2011, soit une progression de 720 millions de FDJ. Les dons se sont établis à 3,773 milliards de FDJ contre 3,062 milliards de FDJ une année plutôt.

S'agissant des dépenses totales, elles ont progressé de 4,874 milliards de FDJ pour s'établir à 38,693 milliards de FDJ à la fin de ce trimestre comparativement à la même période de l'année 2011.

Au total, le déficit du solde global base ordonnancement (dons compris) est estimé à 3,933 milliards FD au second trimestre 2012 contre 490 millions FD un an auparavant.

3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat

3.1.1. Evolution des recettes

La hausse des recettes budgétaires de 2,38% en cumul au terme du deuxième trimestre est due à l'accroissement des impôts directs et des dons officiels respectivement de 17,3% et de 23,22%.

- **Les impôts directs**

Les impôts directs se sont établis à 11,125 milliards de FDJ au second trimestre 2012, soit une amélioration de 1,640 milliards de FDJ (+17,3%) par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette performance s'explique par le niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés qui a augmenté de 21,4%, soit 1,025 milliards de FDJ de plus que l'année dernière. L'impôt sur les patentes-Licences a également augmenté de 463 millions de FDJ pour s'établir à 2,824 milliards de FDJ. L'impôt sur le revenu est en progression de 2,8%, soit en valeur absolue un montant de 8,3 milliards de FDJ.

- **Les impôts indirects**

Les impôts indirects ont progressé de 1,1% pour s'établir à 9,324 milliards de FDJ au deuxième trimestre 2012 contre 9,223 milliards de FDJ au même trimestre de 2011. Entre les deux premiers trimestres de l'année 2012, la progression est de 15,61%. Cette performance est essentiellement tirée par la TIC-taxes intérieures qui a progressé de 13,2% (+1,998 milliards de FDJ), la surtaxe sur le Khat qui ressort à 3,22 milliards de FDJ au second trimestre 2012 contre 2,930 milliards de FDJ au second trimestre 2011.

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales au deuxième trimestre 2012 se sont élevées à 7,763 milliards de FDJ contre 7,608 milliards de FDJ à la même période en 2011, soit une hausse de 2,04%. En termes de variation trimestrielle, l'accroissement est de 32,32%.

- **Les dons**

S'agissant des dons, ils sont évalués à 3,773 milliards de FDJ à la fin du second trimestre 2012 contre 3,062 milliards de FDJ à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 711 millions de FDJ.

Tableau 17 : Evolution des ressources budgétaires

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	Mai	Juin.	Mai	Juin	Jui12/Mai12	Jui12/Juin11
Recettes et Dons	26 491	33 329	29 863	34 760	16,40%	4,29%
Recettes budgétaires	23 945	30 267	26 375	30 987	17,49%	2,38%
impôts directs	8 081	9 485	9 880	11 125	12,60%	17,29%
impôts indirects	7 562	9 223	8 065	9 324	15,61%	1,10%
Recettes non fiscales	5 419	7 608	5 867	7 763	32,32%	2,04%
Dons officiels	2 546	3 062	3 488	3 773	8,17%	23,22%
- dons projets	2 199	2 646	3 097	3 382	9,20%	27,82%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.2. Evolution des dépenses

Concernant les dépenses totales, elles sont évaluées à 38,693 milliards de FDJ au second trimestre 2012, enregistrant ainsi une augmentation de 4,874 milliards de FDJ (+14,41%), comparativement au second trimestre de l'année 2011. Cette progression résulte de l'accroissement des différents postes de dépenses à savoir des dépenses de matériel et des dépenses d'investissement financés sur ressources intérieures qui sont en progression respectivement de 47,57% et de 15,88%.

Pour les dépenses de matériel, elles sont estimées à 9,502 milliards de FDJ contre 6,439 milliards de FDJ un an auparavant, soit une hausse de 3,063 milliards de FDJ (+47,57%).

Les dépenses de salaires ont progressé de 7% pour ressortir à 13,093 milliards de FDJ au deuxième trimestre 2012 contre 12,239 milliards de FDJ au second trimestre 2011.

Pour l'investissement sur ressources internes, les dépenses ont augmenté de 536 millions de FDJ (+15,88%) pour s'établir à 3,911 milliards de FDJ à la fin du trimestre. Concernant les investissements financés sur ressources externes, ils sont estimés à 5,473 milliards de FDJ contre 5,650 milliards de FDJ un an auparavant, soit une diminution de 177 millions de FDJ (-3,13%).

Tableau 8 : Evolution des dépenses budgétaires

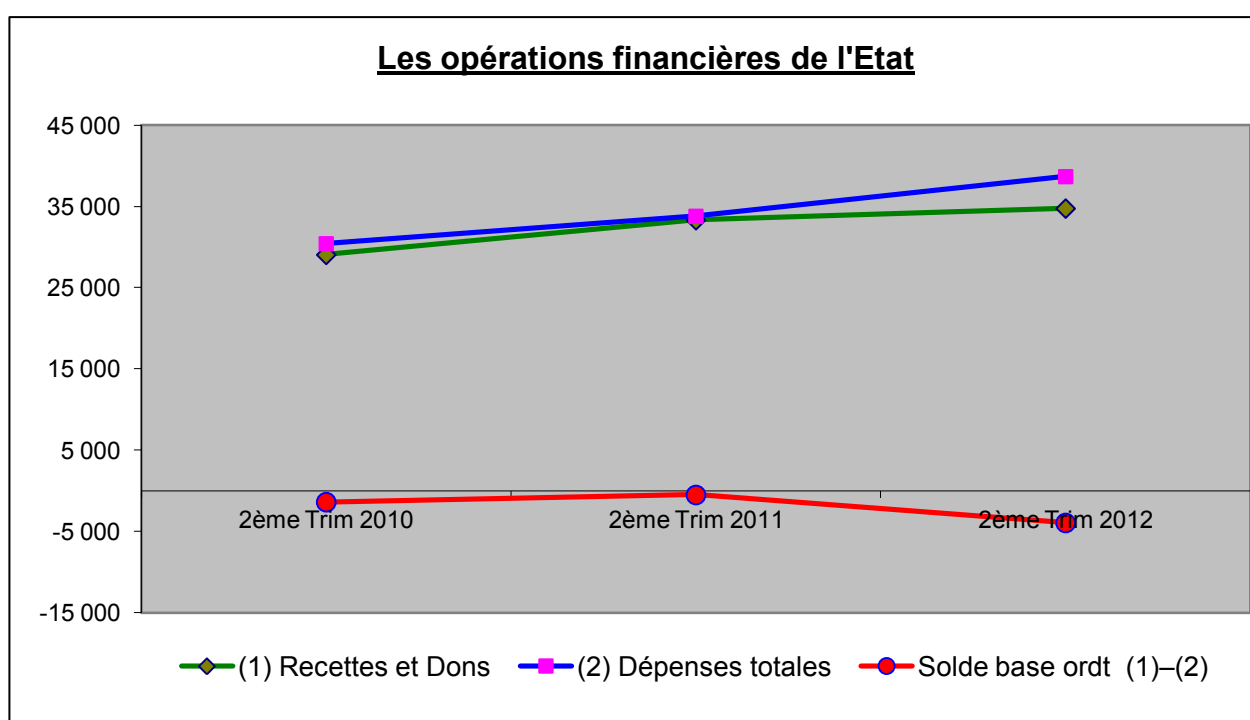
Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	Mai	Juin.	Mai.	Juin	Jui12/Mai 12	Jui12/Juin10
Dépenses totales	28 678	33 819	32 495	38 693	19,07%	14,41%
Dépenses courantes	21 431	24 794	24 434	29 309	19,95%	18,21%
Salaires	10 550	12 239	10 880	13 093	20,34%	6,98%
Intérêts	303	497	421	522	23,99%	5,03%
Matériels	5 781	6 439	8 141	9 502	16,72%	47,57%

Entretien	238	258	430	450	4,65%	74,42%
Dép. sociales sur finan ext.	347	416	391	391	0,00%	-6,01%
Investissements	7 247	9 025	8 061	9 384	16,41%	3,98%
Budgétaire	3 375	3 375	3 183	3 911	22,87%	15,88%
Extérieur	3 872	5 650	4 878	5 473	12,20%	-3,13%
Solde base ordonnancement	-2 187	-490	-2 632	-3 933	49,43%	702,65%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.3. Le solde budgétaire

Le déficit global base ordonnancement (y compris dons) a été de 3,933 milliards de FDJ contre 490 millions de FDJ au second trimestre de l'année 2011.



3.2. Le Service de la dette extérieure

Du 1er Janvier au 30 Juin 2012, la Direction du Financement Extérieur a mandaté un montant cumulé de 2 439 millions FD (dont 1 860 millions FD en principal et 579 millions FD en intérêts) correspondant aux échéances de l'IDA, de la BID, du FIDA, de la BEI, de la France, de l'Espagne, de l'Allemagne, du KFAED, de la BAD, de l'OPEP et du FADES.

Les paiements

Sur ce montant ordonnancé, il faut souligner que l'Etat a procédé au règlement des échéances dues au titre du service de la dette extérieure pour un montant total de 2 068 millions FD (soit 95,5% du total mandaté).

D'autre part, au titre des échéances en arriérés de l'année dernière, les échéances auprès de la BID ont été réglées pour un montant de 73 millions FD.

Les arriérés

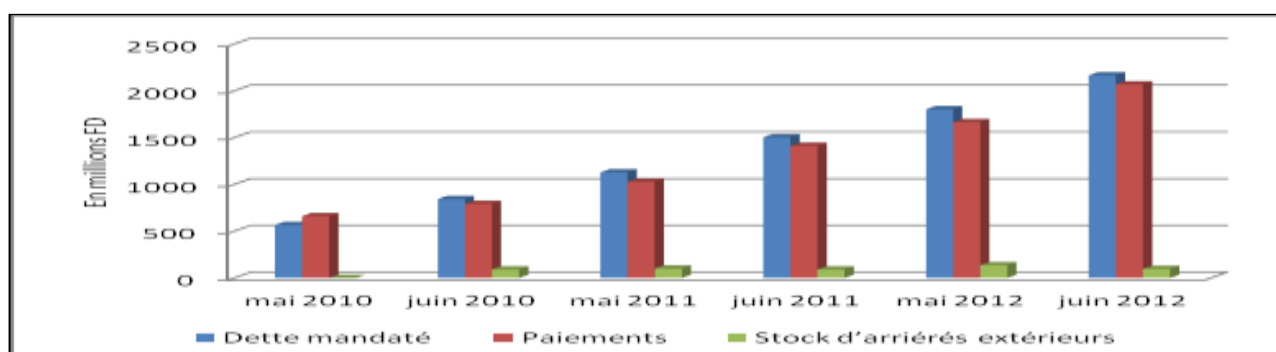
Le stock d'arriérés de la dette extérieure à fin juin 2012 se compose des échéances de la BID et de l'OPEP d'un montant total de 97 millions FD.

Ces échéances feront très bientôt l'objet de règlement par les services du trésor public qui cumulent leurs efforts pour se conformer au programme de la FRPC avec le FMI.

Tableau 19 : Evolution du service de la dette en 2011

	2011		2012		Variation en %	
	mai-11	juin-11	mai-12	juin-12	juin12/ mai12	juin12/ juin11
Service de la dette mandaté (échéances courantes)	1128	1503	1802	2165	20,14%	44,05%
-Principal	748	1150	1400	1860	32,86%	61,74%
-Intérêts	380	353	401	579	44,39%	64,02%
Paiements	1028	1412	1666	2068	24,13%	46,46%
-Principal	618	958	377	472	25,20%	-50,73%
-Intérêts	410	454	1289	1596	23,82%	251,54%
Stock d'arriérés extérieurs	100	91	136	97	-28,68%	6,59%
-Principal	84	78	24	29	20,83%	-62,82%
-Intérêts	16	13	111	68	-38,74%	423,08%

Source : Direction du financement extérieur



3.3. Investissements publics

Dans le cadre du programme d'investissement public du mois de Juin 2012, les tirages effectués par les projets en vigueur sont de l'ordre de 595 millions FD. Une diminution de l'ordre de 69,5% par rapport au mois de Juin 2011 due à une baisse conséquente sur les secteurs comme Routes & Equipements, éducation la santé et l'énergie.

Tableau 209 : Situation de décaissement des projets

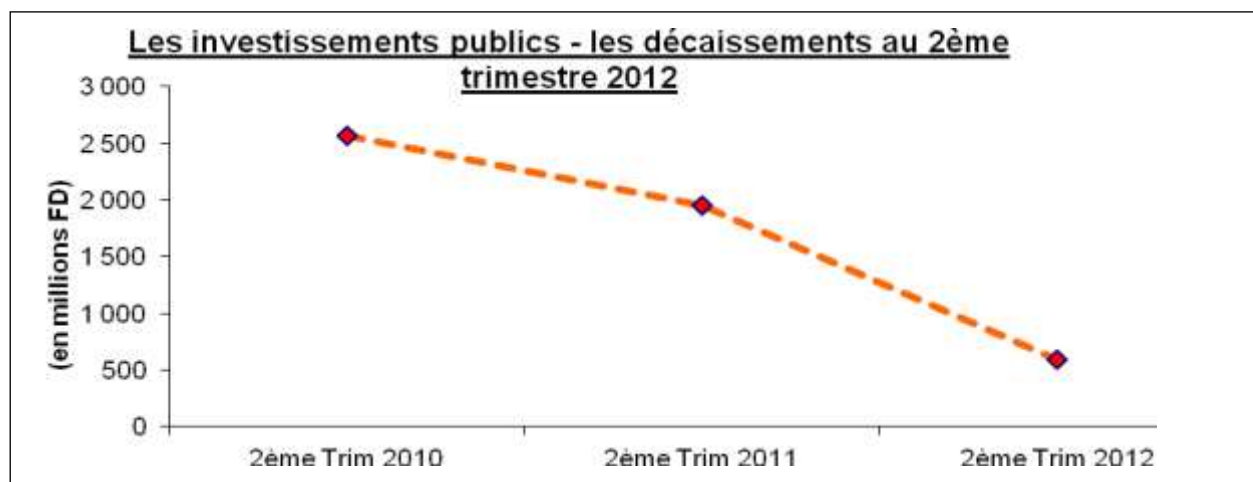
Secteurs	2011		2012		Variation en %	
	Mai	Juin	Mai	Juin	Juin12/ Mai12	Juin12/ Juin11

Agriculture, élevage et pêche	69	71	16	36	125,00%	-49,30%
Eau, énergie, Environnement	20	84	80	60	-25,00%	-28,57%
Infrastructures et Equipements	143	1258	781	123	-84,25%	-90,22%
Urbanisme, Logement et Assainissement.	326	169	0	0	0,00%	-100,00%
Affaires sociales (pauvreté)	0	95	337	187	-44,51%	96,84%
Education	92	33	277	2	-99,28%	-93,94%
Santé	13	242	65	187	187,69%	-22,73%
Appui Gestion à l'Economie	0	0	0	0	0%	0,00%
TOTAL	663	1952	1556	595	-61,76%	-69,52%

Source : Direction Financement extérieur (PIP), unité en millions de FD

Parmi les secteurs qui ont bénéficié de décaissements en Juin 2011, la rubrique « affaires sociale » arrive en tête avec 187 millions FD et affiche une croissance de l'ordre de 96,8% par rapport au mois de Juin de l'année précédente. Ce secteur représente 31% du total des décaissements effectués au mois de Juin 2012.

Pratiquement tous les autres secteurs affichent des baisses en terme de décaissements en ce mois de Juin 2012.



IV. LE COMMERCE EXTERIEUR

Les importations en valeurs au second trimestre 2012 enregistrent une hausse de 37,47% sur trois mois et 41,21% en termes de glissement annuel. En nombre de volume, ces mêmes importations se chiffrent à 261,4 millions de tonnes.

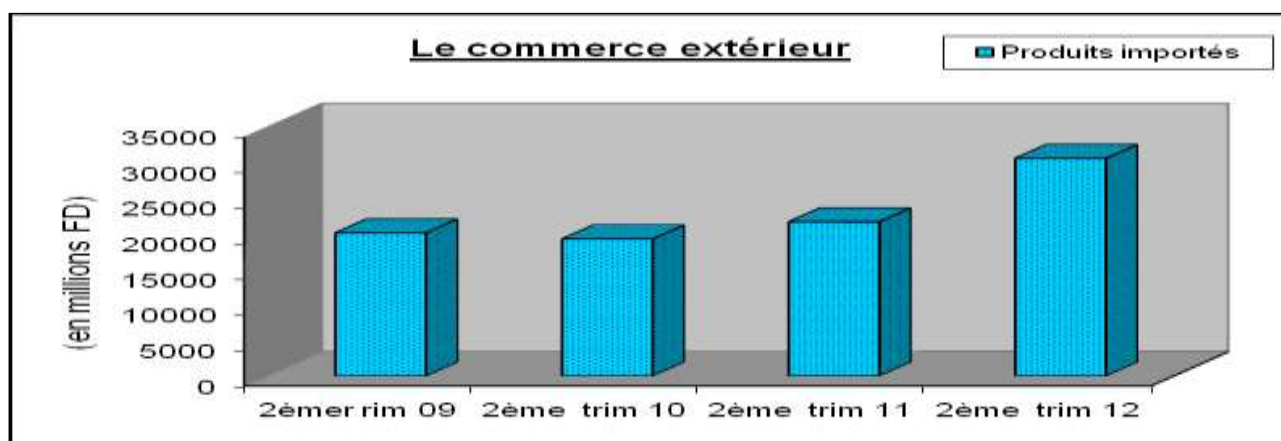
A l'exception des « véhicules et matériels de transports » (-83,4%), « papiers, livres, journaux » (-41%) et « khat » (-52,5%), tous les autres produits connaissent une hausse dans l'ensemble.

Le poste « Alimentation et boissons » augmente de 13,22% sur trois mois et de 9,32% sur glissement annuel.

Tableau 101 : Evolution du commerce extérieur

Produits importés (en millions de FD)	2011		2012		2 ^e trim Volume	Variation en %	
	1 ^{er} trim	2 ^e trim	1 ^{er} trim	2 ^e trim		2 ^e trim.12/ 1 ^{er} trim.12	2 ^e trim.12/ 2 ^e trim.11
ALIMENTATION et BOISSONS	4 015	4 787	4 622	5 233	41 891 517	13,22%	9,32%
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	78	102	134	141	209 799	5,22%	38,24%
KHAT	1 059	1120	1313	532	545 352	-59,48%	-52,50%
MINERAUX non COMBUSTIBLES	143	392	441	531	27 389 688	20,41%	35,46%
HYDROCARBURES et DERIVES	7 852	9 521	7272	15 788	162 550 168	117,11%	65,82%
PRODUITS CHIMIQUES	621	852	1012	936	5 465 881	-7,51%	9,86%
PLASTIQUES et DERIVES	347	369	772	753	2 178 043	-2,46%	104,07%
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	155	295	159	174	717 201	9,43%	-41,02%
TEXTILES et CHAUSSURES	342	480	530	663	1 770 649	25,09%	36,12%
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	179	104	275	285	2 002 470	3,64%	174,04%
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUB.)	182	131	138	165	1 099 306	19,57%	25,95%
METAUX et PRODUITS des METAUX	268	288	786	901	5 205 208	14,63%	212,85%
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	127	129	231	152	1 271 925	-34,20%	17,83%
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELEC.	1647	1 981	3185	2 198	3 914 885	-30,99%	10,95%
VEHICULES et MATERIELS de TRANSP.	1 436	9 891	1233	1 641	2 888 765	33,09%	-83,41%
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	108	142	157	504	1 766 068	221,02%	254,93%
TRANSACTIONS SPECIALES	0,005	260	16	22	535 261	37,50%	-91,54%
TOTAL DES IMPORTATIONS	18 559	21 689	22 283	30 627	261 402 185	37,45%	41,21%

Source : DISED



V- LA MONNAIE ET LE CREDIT

La situation monétaire à fin juin 2012 est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire de 7% par rapport au mois de juin de l'année 2011 en s'établissant à 192,483 milliards FD. Comparée au mois de mai 2012, la masse monétaire est en hausse de 1,5%.

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 131,978 milliards FD en juin 2012 contre 129,403 milliards FD en juin 2011, soit une hausse de 1,99% ; Quant aux avoirs extérieurs nets de la Banque centrale, ces derniers ont baissé de 3,78% alors que ceux des banques commerciales se sont élevés de +4,34%. Il faut noter

que les avoirs nets des banques commerciales représentent près de 73% du total des avoirs extérieurs nets.

Au niveau du crédit intérieur, il est surtout observé une hausse importante des crédits à l'Etat de 87,8%, le crédit à l'économie quant à lui croît de 10,8% sur une année. Globalement, le crédit intérieur est en hausse de 18,5%.

Mais entre le mois de mai et juin 2012, on observe une baisse du crédit à l'économie de 0,49% alors que celui accordé à l'Etat augmente de 11,62%.

Tableau 1121 : La masse monétaire et sa contrepartie

Intitulés	2011			2012			Variation en %	
	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	juin-12 mai-12	juin-12 juin-11
Avoirs extérieurs nets	138 939	139 281	129 403	134 065	131 165	131 978	0,62%	1,99%
Autorités monétaires	34 920	34 687	37 540	35 550	35 939	36 120	0,5%	-3,78%
Banques commerciales	104 019	104 594	91 863	98 515	95 225	95 857	0,67%	4,34%
Crédits intérieurs	74 094	76 300	74 365	85 580	87 062	88 144	1,24%	18,5%
Créances sur Etat	9 840	9 765	7 430	12 867	12 501	13 953	11,62%	87,79%
Crédits à l'économie	64 254	66 536	66 935	72 713	74 561	74 191	-0,49%	10,8%
Autres postes nets	-26 305	-27 678	-23 887	-26 993	-28 622	-27 638	-3,44%	15,7%
Masse monétaire	186 723	187 904	179 881	192 652	189 605	192 483	1,52%	7%
Monnaie Fiduciaire	20 999	20 591	20 899	21 097	20 796	21 562	3,68%	3,17%
Total Dépôts en FD	89 070	90 968	82 907	88 555	87 057	89 822	3,2%	8,34%
Dépôts à vue en FD	62 461	64 019	55 683	55 754	54 360	56 643	4,2%	1,7%
Autres dépôts	26 609	26 949	27 224	32 801	32 697	33 179	1,47%	21,87%
Dépôts en devises	76 659	76 346	76 074	82 998	81 751	80 844	-1,1%	6,27%

Source : Banque Centrale de Djibouti, unité en millions de FD

S'agissant des dépôts, les dépôts à vue en franc djiboutien sont en hausse tout comme les dépôts à terme respectivement de 1,7% et 21,8% par rapport au mois de juin 2011. Le total des dépôts en franc djiboutien se chiffre à 89,822 milliards FD en hausse de 8,3% sur un an.

Les dépôts en devises se sont établis à 80,844 milliards de FD en juin 2012 contre 76,074 milliards FD au même mois de l'année précédente, correspondant à une hausse de 6,27%.

En variation mensuelle (mai - juin 2012), l'ensemble des dépôts sont en progression.

Masse Monétaire

